



Paris, le 16 décembre 2016

APRES LE 24 NOVEMBRE, LA LUTTE CONTINUE !!

Au plan international, l'élection de Donald Trump à la présidence des États Unis en novembre 2016 a consacré un candidat raciste, sexiste et réactionnaire qui a su rallier un large électorat. Son protectionnisme, sa conception omnipotente du pouvoir et ses convergences de vue avec des pouvoirs autoritaires laissent craindre le pire pour l'avenir alors que des replis identitaires se renforcent partout dans le monde.

En Syrie, la population est écrasée par les bombes de la Russie, au plus grand bénéfice du pouvoir en place. Face à une Europe qui a fait le choix de l'option militaire et perdu de fait toute crédibilité en tant que protecteur des populations, Vladimir Poutine renforce son influence et entraîne les puissances occidentales dans une surenchère impérialiste.

Depuis des mois, la population d'Alep est massacrée. Les quartiers Est ont fini d'être laminés ces derniers jours et le régime de Bachar El Assad a cyniquement organisé le transfert des populations survivantes dans des zones sous contrôle du régime ou de l'opposition.

En France, le paysage politique a été dominé par la primaire de la droite. François Fillon a déjoué tous les sondages et remporté l'investiture. Il n'a eu de cesse de dérouler un programme de droite dure : réactionnaire sur le plan sociétal et ultra libéral sur le plan économique. Une fois de plus des idées éculées sont mises en avant : immigration incontrôlable, délitement des valeurs morales, soit disant poids de la fonction publique et de la protection sociale, immobilisme dû aux corps intermédiaires et notamment les syndicats.

De chaque côté de l'Atlantique, la droite remet en question la place des femmes dans la société, leur droit à disposer librement de leur corps et notamment de pouvoir recourir à l'IVG.

Le 2 décembre, le président de la République renonce à une candidature à un deuxième mandat. Cet abandon est le signe manifeste de l'échec d'une politique sociale libérale qui a fait du renoncement assumé des engagements du candidat Hollande, non pas un aboutissement, mais une ligne de conduite depuis 2012. Ce positionnement du président a officiellement ouvert le bal des primaires de la gauche et Manuel Valls s'est déclaré candidat, mettant fin à un faux suspense qui durait depuis des semaines. Dans ce contexte de pertes de repères de ce que serait une véritable politique de gauche, nous constatons qu'une alternative porteuse d'espoir peine à se construire dans un cadre politique.

Et pendant ce temps, l'extrême droite compte les points et adapte son discours. Face au programme réactionnaire porté par Fillon, elle se présente comme défenseuse des salarié-es et des droits sociaux. Une supercherie que nous ne cessons de dénoncer. Derrière ce discours de façade se cache un programme économique libéral inspiré de vieilles recettes issues des années 30, telles que la préférence nationale et la stigmatisation des populations les plus précaires.

Sous couvert de discours humanitaires, le gouvernement a pris la décision du démantèlement du bidonville de Calais et de multiples interventions policières porte de la Chapelle. Une démarche qui ne peut effacer les politiques inhospitalières prônées par les gouvernements européens depuis le début de la crise des migrant-es. La mission assignée aux Centres d'Accueil et d'Orientation est plus proche du « centre de tri » où le droit des migrant-es est traité de la manière la plus restrictive possible que d'un réel accompagnement. Par ailleurs, le gouvernement tend à banaliser et élargir le délit de solidarité à l'égard des personnes venant en aide aux migrant-es. Nous avons un devoir de vigilance et d'humanité.

Dans ce contexte, la prise en compte des mineur-es étranger-es isolé-es par les services de l'État demeure défailante. Nous réaffirmons qu'ils/elles doivent être considéré-es en danger avant d'être appréhendé-es comme des étranger-es expulsables. Ces jeunes, lorsqu'ils/elles sont présenté-es devant les juridictions sont souvent victimes d'une justice plus sévère et discriminatoire, jusque dans les réponses éducatives qui leur sont proposées.

Parallèlement, le gouvernement poursuit discrètement le démantèlement des bidonvilles roms isolant et mettant à la rue familles et enfants en plein hiver sans solutions de relogement, au mépris du travail des associations et de la scolarisation des plus jeunes.

En ce qui concerne les libertés publiques et individuelles, l'état d'urgence a été reconduit pour la 5ème fois jusqu'au 15 juillet 2017. Un état d'exception/permanent qui renforce le pouvoir administratif au détriment du pouvoir judiciaire alors que le président a affiché publiquement son mépris pour les juges. De plus, les manifestations policières se sont déroulées sous le regard bienveillant du ministère de l'intérieur, contrastant fortement avec le traitement qui a été réservé aux manifestant-es contre la loi travail. Une partie des revendications des policiers attaque fortement l'indépendance de la justice, réclame l'assouplissement des règles de la légitime défense, et reprend à son compte des idées de l'extrême droite, notamment sur le traitement de la délinquance des mineur-es.

La nomination de Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, comme premier ministre est un signe supplémentaire d'un gouvernement basant son action sur la fermeté et l'autorité. La veille, la cour de cassation a été placée sous la tutelle du gouvernement suite à un décret du 5 décembre réformant l'inspection générale des services judiciaires.

Dans ce contexte, l'expression syndicale est régulièrement et gravement attaquée. Pour exemple, des poursuites disciplinaires ont été engagées contre une CPIP, militante de la CGT Insertion Probation qui a émis des critiques contre la politique de détection de la radicalisation en prison.

A la PJJ l'heure est au bilan. Le SNPES-PJJ/FSU dénonce depuis de nombreux mois le manque de volonté politique du gouvernement qui a conduit à l'abandon de toute réforme de l'ordonnance de 45 et au manque d'incarnation des orientations mises en place par la DPJJ. Dans ce contexte le SNPES-PJJ/FSU organise, avec ses partenaires, un colloque sur la justice des mineur-es le 28 janvier 2017 à Paris. Cet événement s'inscrit dans une entreprise de promotion d'une justice des mineur-es émancipatrice. Il est important que les sections se mobilisent pour donner à ce rendez-vous une portée nationale. Il est urgent que des signes forts soient donnés pour la justice des mineur-es. A la PJJ la dimension protectionnelle et éducative des prises en charge doit dépasser les intentions écrites et être réaffirmée par des actes.

La diffusion des « *chroniques de milieu ouvert* » a mis en lumière les difficultés et les mécontentements des personnels. Face à cette réalité alarmante, nous avons appelé à la grève le 24 novembre, jour annoncé d'un CTC sur les conditions de travail ... avant que la DPJJ ne retire ce point essentiel de l'ordre du jour à moins de 2 semaines de l'échéance. C'est le symbole d'une administration à la peine dont la priorité n'est pas l'amélioration des conditions de travail, elle est limitée par la question des moyens nécessaires à cette amélioration. Localement, des services se sont totalement mis en grève

exprimant par là les difficultés rencontrées sur les terrains et l'insatisfaction des personnels face à l'inaction de la DPJJ. Des Assemblées Générales de grévistes se sont réunies dans différents territoires, des actions ont été menées dans les inter-régions, des écrits de protestations ont été adressés à la hiérarchie et un rassemblement dans les locaux de l'administration centrale a empêché la bonne tenue du CTC. Lors de cette journée de grève, nous avons rencontré le conseiller social du ministère, et obtenu une audience avec la DPJJ, le 2 décembre, afin de porter nos revendications. De ces rencontres, il ressort que :

- Pour le milieu ouvert, l'administration se réfugie derrière la tenue du CTC sur les conditions de travail annoncé pour les 8 et 9 février 2017. Les premiers éléments transmis (notes sur l'adaptabilité et sur la prise en charge des mineurs radicalisés) nous montre que la DPJJ ne veut pas faire de lien entre conditions de travail et normes de prises en charge. Derrière cette surdité, se cache un mépris des réalités professionnelles.
- Pour l'hébergement, rien n'est en chantier, notamment en terme de modifications du cahier des charges qui permettraient la limitation des accueils immédiats. Sans remise en cause du dogme du placement sanction, aucune amélioration n'est à attendre.
- Pour l'insertion, l'arrêt du recrutement des professeur-es techniques, atteste de l'abandon de toute ambition pédagogique pour les jeunes que nous accompagnons. Nous défendons une vision de l'insertion portée par des professionnel-les dédié-es et qualifié-es qui offre un réel espace transitionnel pouvant leur permettre d'accéder aux dispositifs de droit commun.
- Pour la filière administrative, la DPJJ a annoncé dans la précipitation, sans calendrier ni financement, la transformation d'une centaine de postes d'AA en SA. Cette annonce ne répond que partiellement à la reconnaissance de l'exercice par les catégories C de tâches normalement dévolues aux catégories B. Le SNPES-PJJ/FSU revendique depuis longtemps la création de postes de SA dans les services. Nous ne pouvons nous satisfaire d'annonces de circonstances. La CAN mandate le Bureau National qui interpellera rapidement le secrétariat général sur cette question.

Le SNPES-PJJ/FSU appelle :

- les personnels à continuer à écrire pour « les chroniques de milieu ouvert ».
- les militant-es à imposer à l'administration dans toutes les instances de dialogue social, les sujets de préoccupation des personnels.
- les personnels à faire remonter par voie syndicale les difficultés sur le déploiement de la pluridisciplinarité, sur le non respect des droits des agents (temps de repos, congés, formation...)
- les secrétariats régionaux et les sections à organiser des réunions thématiques et catégorielles (insertion, AA/SA, RUE) et à solliciter des audiences régionales sur ces sujets
- à participer à toutes les initiatives de luttes contre l'extrême droite notamment dans le cadre de l'association ressource VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) www.visa-isa.org et de la FSU
- à participer aux manifestations de soutien à l'accueil des migrant-es

Dans l'optique des CTC à venir, nous appelons les personnels à continuer à se mobiliser pour l'amélioration des conditions de travail et le sens de nos missions